



FORUM MONDIAL
DES RÉGIONS
DE CGLU 2021
BARCELONE 16-18 NOV

Déclaration du Forum mondial des régions de CGLU

Territoires intelligents de l'ère urbaine

Les territoires et les régions peuvent apporter une nouvelle perspective pour faire partie de la solution face aux défis mondiaux

Les régions, États et provinces réunies à Barcelone pour le premier Forum mondial des régions de CGLU du 16 au 18 novembre 2021 à l'occasion du Conseil mondial de CGLU, organisé dans le cadre du congrès mondial Smart Cities Expo, **affirment leur engagement et prennent leur responsabilité pour créer les opportunités de développement que la société recherche et pour assurer que celles-ci soient accessibles à tous et toutes, dans les quatre coins du monde et des territoires.**

Les autorités régionales jouent un rôle clé pour répondre aux questions essentielles et garantir des **droits associés au territoire** tels que la souveraineté alimentaire, la justice sociale, la transformation numérique, la migration, la résilience, l'accès à l'eau, les services écosystémiques et d'autres biens communs.

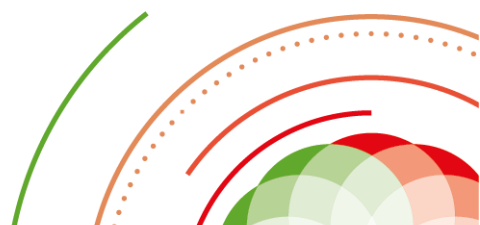
Les territoires intelligents offrent une contribution unique aux agendas mondiaux de par leur **connectivité physique et numérique, cohésion territoriale et compétitivité économique, avec une approche différentielle du développement fondée sur la coopération et la solidarité.**

Alors que la communauté internationale évalue les progrès réalisés dans les 5 ans depuis l'adoption du Nouvel agenda urbain (Quito+5), il est important de reconnaître l'apport capital des gouvernements régionaux et de leur vision territoriale dans les agendas mondiaux :

Les agendas urbains ne s'arrêtent pas aux bords des villes et il est fondamental de prendre en compte leur dimension territoriale, les flux de personnes, de services, de biens, d'infrastructures et des ressources communes à travers les territoires. L'interdépendance entre les villes de toutes les dimensions, les aires métropolitaines et l'environnement rural et naturel compose des écosystèmes complexes de villes, qui produisent des effets réciproques, complémentaires, des synergies et des opportunités au niveau territorial.

La pandémie de la COVID-19 a rappelé la portée du rôle des gouvernements régionaux pour résoudre les conflits territoriaux, établir un dialogue social et garantir les services publics pour tous et toutes. L'équilibre territorial, la protection du monde rural et l'accès aux opportunités pour tout citoyen·ne sans importer leur lieu de vie, doivent figurer parmi nos priorités pour l'avenir.

Les autorités régionales sont déterminantes pour accélérer l'innovation, œuvrer à la transformation numérique et réussir à créer une nouvelle relation avec la planète, en





FORUM MONDIAL
DES RÉGIONS
DE CGLU 2021
BARCELONE 16-18 NOV

ne laissant personne ni aucun territoire pour compte- car ensemble, les régions, nous sommes invincibles.

Les régions et les territoires dans le Pacte pour l'avenir

Face aux défis de notre époque, nos dirigeants ont reçu le mandat d'établir les bases d'un nouveau contrat social, dans lequel les gouvernements régionaux et leurs territoires auront une grande responsabilité.

La pertinence de l'action des autorités régionales et des territoires dans la sphère internationale repose sur le plaidoyer et la contribution du réseau à la localisation de l'Agenda 2030, les Objectifs de développement durable, l'Accord de Paris et les contributions déterminées au niveau national, les défis *Race-to-Zero* et *Race-to-Resilience*, le Cadre de Sendai pour la réduction des risques de catastrophes (SFDRR), le cadre mondial de la biodiversité post-2020, l'Agenda commun des Nations unies, les résolutions de l'Assemblée des Nations unies sur l'environnement et bien d'autres.

Afin de se diriger vers une reprise inclusive et durable qui permette de construire une résilience face aux crises mondiales, dont l'urgence climatique, l'augmentation de la pauvreté et des inégalités, la perte de la biodiversité et la pollution, le Forum mondial des régions de CGLU s'accorde sur les actions et positions suivantes :

Les régions et le pacte pour les personnes

- Nous nous engageons à ce que nos efforts, solutions et développement atteignent toutes les parties du territoire, en assurant un **accès équitable aux opportunités pour toutes les personnes et tous les endroits, corrigeant ainsi les déséquilibres territoriaux** et répondant aux défis du dépeuplement et des villes et communautés qui prennent du retard dans le développement.
- La connectivité numérique est un droit fondamental du XXIème siècle. Chefs de file de l'innovation et de la transformation numérique, nos gouvernements régionaux feront progresser **l'infrastructure territoriale et la connectivité physique et numérique** de nos écosystèmes de villes et de territoires, en générant des emplois, développant les capacités des communautés et des professionnel·le·s dans tous les secteurs et en défendant la **migration en tant que droit humain**.
- Nos régions placeront les **soins au cœur de l'organisation territoriale**, en œuvrant pour améliorer l'offre de services publics afin que toutes les personnes, en particulier les plus vulnérables, aient réellement accès à la santé, à la mobilité, à l'énergie et au logement, entre autres. Ce faisant, nous reconnaissons la **diversité qui compose nos territoires**, et nous aborderons les conflits et les disparités intra et interurbaines et urbaines-rurales avec des **solutions promouvant la coexistence pacifique** de différentes réalités, mettant en œuvre l'intersectionnalité dans toutes nos politiques et nos actions. Parmi nos priorités figure le besoin de **répondre aux conséquences disproportionnées de la crise** sur les femmes et les filles





dans toute leur diversité, sur les personnes LGBTQI+, les personnes migrantes, les personnes racialisées, les personnes handicapées, les personnes âgées et les jeunes.

Les régions et le pacte pour la planète

- L'approche territoriale est primordiale pour **réinventer notre relation avec le vivant**, en tenant compte du **droit intergénérationnel** à bénéficier d'une planète saine, résiliente et juste.
- La **transformation écologique** de nos territoires peut nous conduire **à un développement durable et à une société zéro carbone**. En tant que régions, nous mettons en avant une série d'exemples de politiques durables dans les secteurs de l'énergie, du transport, de l'agriculture, de la pêche et du tourisme, entre autres secteurs essentiels. Les régions peuvent travailler sur le lien urbain-rural, contribuer à de nouveaux systèmes alimentaires et permettre des transitions énergétiques, protéger l'eau et d'autres biens communs universels, assurant ainsi que les activités et les secteurs socio-économiques principaux prospèrent de manière conjointe avec le vivant.
- Nos régions traceront le chemin et contribueront à **inverser le processus de perte de la biodiversité**, à arrêter la déforestation, à lutter contre la désertification, à réduire la dégradation des habitats naturels, à empêcher la propagation d'espèces invasives, à protéger les espèces menacées et à combattre le commerce illégal de la faune et de la flore, par exemple en créant des zones protégées, en cherchant des solutions fondées sur la nature, en promouvant une **utilisation durable des écosystèmes**, en s'appuyant sur des données territoriales géo-référencées ou en mettant en œuvre des plans et des politiques ancrés dans le territoire, en collaboration étroite avec les peuples indigènes, les communautés traditionnelles et les acteurs locaux.

Les régions et le pacte pour les gouvernements

- Les autorités régionales peuvent servir de **pont entre les priorités mondiales et nationales, et les réalités du terrain**, dans nos villes et territoires. Le Nouvel agenda urbain nous appartient à tous et toutes, et requiert la participation de toutes les sphères du gouvernement, de manière coordonnée, collaborative et cohérente.
- Afin de concrétiser toutes les actions présentées ci-dessus, il est indispensable de **distribuer les moyens financiers d'une manière plus juste et équitable**. Les gouvernements régionaux devront pouvoir compter sur de nouvelles et meilleures sources de financement, correspondant aux besoins de dépense publique et combinées à une gouvernance et **collaboration pluri-niveaux** qui réponde au principe de **subsidiarité**.
- Nos régions s'engagent à suivre des **principes démocratiques et inclusifs** dans toutes leurs actions sur le territoire. Les gouvernements régionaux bénéficient d'une position stratégique pour promouvoir un **dialogue fructueux** avec les acteurs sociaux locaux, les communautés et les parties-prenantes intéressées, et pour collaborer et soutenir les efforts des autorités nationales et locales, permettant ainsi une action cohérente et efficace.

